

Proclamation de la Semaine provinciale de la francophonie



(J.L.) La Première ministre Catherine Callbeck de l'Île-du-Prince-Édouard a signé récemment la proclamation officielle, déclarant la tenue de la Semaine provinciale de la francophonie, du 14 au 20 avril 1996. La Semaine provinciale de la francophonie est le fruit d'un partenariat entre plusieurs secteurs et ministères provinciaux. Témoins de la signature sont Alan Buchanan, ministre responsable des Affaires francophones, Gordur MacInnis, ministre de l'Éducation et Maurice X. Gallant, directeur général par intérim de la Société Saint-Thomas-d'Aquin, qui représente la communauté d'expression française. ★

Collaboration dans la gestion des déchets

La Commission de gestion des déchets de Prince Est (CGDPE) et le Comité consultatif environnemental de la région de la capitale ont annoncé récemment, dans un communiqué conjoint, les détails d'un accord de collaboration visant la mise à l'essai du système *Waste Watch* dans la région de la capitale.

«La Commission est heureuse de travailler en collaboration avec le comité consultatif afin d'essayer de trouver la meilleure solution à long terme à la gestion des déchets», a indiqué Dennis Hopping, président de la CGDPE. Selon lui, il s'agit d'un plan très positif qui profitera directement aux deux parties et qui permettra aux deux de tirer parti de l'expérience de l'autre relative à *Waste Watch*.

En vertu de l'accord, les matières

organiques ramassées dans le cadre du projet pilote de la région de la capitale seront apportées à l'installation centrale de compostage du Centre de Wellington pour traitement. Une quantité égale de déchets sera rapportée de Prince Est, à l'usine de production d'énergie à partir des déchets, située sur la promenade Riverside à Charlottetown pour incinération.

Une partie des déchets rapportés sera utilisée dans le cadre d'essais contrôlés de combustion à l'usine, lesquels forment un élément important du projet pilote du système *Waste Watch* dans la région de la capitale. La mise en oeuvre du programme *Wasre Watch* aurait un impact sur la composition et la qualité des déchets incinérés.

La quantité de matériel échangé s'élèvera à environ de 10 à 12 tonnes par semaine. Tout le matériel sera pesé et surveillé pour veiller à un échange équitable de matériel.

«Cette coopération nous permet d'être gagnant sur toute la ligne, selon la présidente du comité consultatif environnemental de la région de la capitale, Irène Dawson. La région de la capitale en profite, Prince Est en profite et l'environnement en profite.»

L'accord est une mesure provisoire qui s'étendra sur 18 mois pendant que le comité consultatif évaluera ses projets à long terme en matière de gestion des déchets.

Le comité se compose de dirigeants municipaux de Charlottetown, Cornwall, Stratford et Winsloe Sud. ★

Un million de drapeaux canadiens

Par Jacinthe **LAFORST**

(D'après APF) En février dernier, à l'occasion de l'anniversaire du drapeau national du Canada, la ministre du Patrimoine canadien, Sheila Copps, a lancé le **défi Un million de drapeaux**, afin de rendre plus visible la fierté des Canadiens et Canadiennes envers **leur pays**.

Elle trouve que les Canadiens sont «trop modestes» et devraient montrer davantage leurs couleurs.

Afin d'aider les Canadiens et Canadiennes à participer à ce défi, un numéro de téléphone sans frais, le **1-888-DRAPEAU**, a été mis en place.

Selon le ministère du Patrimoine canadien, la réponse des citoyens du Canada pour ce défi a été remarquable. On estime que **700 000** personnes ont composé le numéro sans frais au cours du mois de mars. Par contre, comme le numéro ne fonctionne pas bien dans toutes les régions du pays, on n'a pu répondre qu'à **30 000** personnes.

Tous les citoyens canadiens peuvent participer à ce défi en **faisant** enregistrer **officiellement** leur drapeau, en demandant un drapeau ou en faisant un don en écrivant à Sheila Copps à la Chambre des **communes** à Ottawa, par télécopie & **1(819) 997-9924**, par téléphone **1-888-DRAPEAU** (entre 8 h et **20 h**, heure de l'est), ou par internet., à l'adresse http://Hon_S_Copps.pch.gc.ca.

En même temps qu'elle lançait son défi **Un million de drapeaux**, Mme Copps a demandé à toutes les villes et à tous les villages du pays d'intégrer dans leur calendrier de célébrations la fête de la Saint-Jean-Baptiste «de Sherbrooke à St-Boniface, de Moncton à **Maillarville**». Elle veut que tout le monde célèbre la fête des «Canadiens français», «**parce** que c'est une **partie** intégrante de ce que nous sommes au pays». La **même** suggestion vaut pour les fêtes autochtones.

Le gouvernement veut également aider les Canadiens à visiter le pays à moindre frais. Le ministère du Patrimoine canadien a déjà communiqué avec les compagnies aériennes, les compagnies d'autobus et Via Rail, dans le but d'élaborer un plan qui permettrait aux Canadiens de profiter de tarifs réduits sur les sièges non vendus durant la saison estivale. **Le** gouvernement n'a cependant pas l'intention de subventionner ces compagnies.

Toujours dans le but de favoriser le dialogue et les échanges entre Canadiens, Mme Copps a annoncé le projet Terra **Nova**, qui permettra aux Canadiens de se parler par le biais de l'ordinateur. ★

Partager le réseau de la nature



De 7 au 13 avril, c'est la Semaine nationale de la conservation de la Faune. La faune, c'est la population animale d'un écosystème. Le thème retenu cette année est «Liés les uns aux autres dans le cycle de la vie, tous les êtres vivants naviguent dans le réseau de la nature».

À cette occasion, la Fédération canadienne de la faune suggère plusieurs activités, en rapport avec les écosystèmes.

- Apprenez davantage sur l'écozone dans lequel vous vivez. Visitez votre bibliothèque ou adhérez à un groupe local voué à l'identification des menaces à l'environnement.

- Évitez l'utilisation de pesticides ou le déversement de produits chimiques toxiques dans les bouches d'égouts. Vous améliorerez ainsi les chances de survie du rorqual bleu et du béluga dans les océans et

les estuaires.

- Achetez des produits portant l'ÉcoLogo (le symbole de la feuille d'érable formé de trois colombes entrelacées) et vous saurez qu'ils sont moins nuisibles à l'environnement.

- Recyclez! C'est ce qui peut empêcher l'habitat de reproduction d'un oiseau de rivage de devenir un lieu d'enfouissement.

- Organisez une randonnée pédestre dans une région naturelle de votre communauté. Vous pourrez ainsi découvrir les différents écosystèmes de votre coin de pays.

La Semaine nationale de la conservation de la faune a toujours lieu durant la semaine du 10 avril date commémorant la naissance du regretté Jack Miner, l'un des grands fondateurs du mouvement de conservation des espèces sauvages au Canada. ★

Témoignage d'un missionnaire, pour le développement et la paix

Chaque année, pendant le **carême**, les programmes d'éducation aident les chrétiens à découvrir les causes de la pauvreté et de la misère dans lesquelles 80 % de la population du monde sont affectés. En même temps, on les instruit sur leur responsabilité comme étant 20 % de la population mondiale jouissant de presque tous les biens que Dieu a créés pour toute sa famille, **selon un communiqué.**

«Nous avons une responsabilité **en tant que** Chrétien(ne), frères et soeurs des démunis, de les accompagner dans leur lutte quotidienne pour survivre et pour vaincre les causes de situations injustes afin qu'ils puissent, eux aussi, tous s'asseoir, à titre égal, à la table de **la vie**» indique Mary Boyd, membre de l'organisme Développement et Paix, à l'Î.-P.-É.

Elle précise que 80 pour cent de L'humanité souffrent chaque jour de la faim, de la soif, de la maladie, du manque d'éducation et d'un logement convenable. Pour plusieurs, il n'y a aucune justice ni de droits à la réclamation. «Un grand nombre de ces gens n'ont même pas accès à la terre qui pourrait les alimenter», dit-elle.

Le comité Développement et Paix a invité, cette année, un conférencier qui a connu de près les souffrances de ceux et celles parmi les plus pauvres au monde. Le Père Allison Maboney, des Pères de Sainte-Croix, originaire de

Miramichi au N.-B., a travaillé au Pérou et par après, pendant 22 ans, avec les Tsotsil-Mayas, un groupe indigène du **Chiapas** vivant au sud-est du Mexique. Le Père Allison a **parcouru** plusieurs paroisses de l'Î.-P.-É. entre les 23 et 28 mars pour partager son expérience de vie et de travail comme religieux avec les Mayas. Les Mayas sont des gens aimables et hospitaliers qui vivent pour la plupart dans une grande pauvreté depuis la conquête espagnole. Après avoir travaillé un an au Pérou, en 1974, le Père Allison a travaillé dans le diocèse de **San Cristobal de Las Casas**, dans l'état de Chiapas au sud-est du Mexique avec Mgr. Samuel Ruiz. Il a encouragé les Insulaires à contribuer généreusement à la campagne Développement et Paix.

Dans le diocèse où il a travaillé, il a vu comment un appui financier pour les projets d'éducation dans le diocèse de **San Cristobal de Las Casas** a favorisé l'éveil des gens et a contribué à mettre sur pied des petits projets d'agriculture, de caisses populaires, de coopératives, d'artisanat. L'appui financier de Développement et Paix a également contribué à la promotion des cours sur les droits de la personne, sur la prévention par la médecine naturelle en rendant l'eau potable, en préparant des jeunes à la profession d'infirmier(ière). Cela a donc facilité la promotion de

la santé et de l'éducation pour favoriser l'organisation **communautaire.**

«Notre appui et solidarité avec les gens du tiers-monde, qui eux-mêmes prennent l'initiative pour surmonter les situations déplorables de la pauvreté - souvent exuêmes -, sont un ressourcement d'espoir qu'il y aura, un jour, un changement dans leurs conditions. C'est aussi un signe que nous croyons vraiment dans le droit de participation de tous et toutes à la table de la vie; signe que nous nous aimons les uns es autres, entre frères et soeurs dans une même famille» explique Mary Boyd.

Pour avoir participé dans de tels projets en faveur de la vie dans le diocèse de **San Cristobal de las Casas**, au Chiapas, le Père Mahoney se voit maintenant exclu. Depuis le mois de septembre 1995, le gouvernement mexicain a annulé le permis qu'on lui avait donné quatre jours auparavant pour qu'il puisse retourner à son travail. Les allégations du gouvernement sont des prércxtes, semble-t-il.

Le Père Mahoney travaillait avec une équipe pour traduire la bible dans la langue tsotsil-maya, lorsqu'on lui a annulé son permis. Cette tactique de la **part du gouvernement mexicain fait partie de la persécution** contre l'Église catholique au Chiapas. Le Père Mahoney est le cinquième prêtre à être expulsé ou empêché d'y retourner dans l'espace de quelques mois.

Pendant le semaine du 23 au 28 mars, le comité diocésain d'organisation Développement et Paix à l'Î.-P.-É. a organisé, après plusieurs semaines d'éducation dans les paroisses du diocèse, une quête pour leurs soeurs et frères du tiers-monde. ★

Au Centre de services régional Évangéline

B.A.T.E. disponible au service des entrepreneurs

(J.L.) Un nouveau service est maintenant disponible aux entreprises et entrepreneurs de la région Évangéline. Il s'agit du système B.A.T.E.

(*Business and Technology Exchange*).

B.A.T.E. fournit aux entrepreneurs de l'information à jour sur les soumissions publiques des gou-

vernements des Provinces atlantiques, des descriptions des programmes gouvernementaux, ainsi que des événements spéciaux qui pourraient intéresser les entreprises de l'Î.-P.-É.

On y accède en se rendant au Centre de services régional Évangéline. Le logiciel B.A.T.E. est présentement installé sur un poste d'ordinateur dont l'utilisation est tout à fait gratuite. L'information qui y circule est majoritairement en anglais. Pas besoin d'être branché sur Internet pour avoir accès à

B.A.T.E., mais éventuellement, on pourra y accéder par Internet.

B.A.T.E. permet également aux entrepreneurs de faire passer des messages et des annonces, d'envoyer des messages à d'autres utilisateurs et de commander des publications par la poste. Des études de faisabilité, des renseignements démographiques et des statistiques sont également disponibles sur le B.A.T.E.

Afin d'aider les entrepreneurs et les personnes intéressées à sa familiariser au système B.A.T.E., et en

tirer tous les avantages pour leur entreprise, le Centre de services régional offrira une session d'information le jeudi 18 avril. À cette occasion, un représentant du ministère du Développement économique et du Tourisme sera sur place pour expliquer le fonctionnement. Les entrepreneurs seront également invités à inscrire leur entreprise au système, afin que des clients potentiels puissent les rejoindre.

Pour de plus amples renseignements, communiquez avec le Centre de services régional au 854-7250. ★



Amand Arsenault consulte la banque de données B.A.T.E., lorsqu'il veut savoir de quoi parlent les députés à l'Assemblée législative.

De la formation pour les finalistes

Le Gala de la chanson de l'Île-du-Prince-Édouard, en collaboration avec le Festival international de la chanson de Granby, offrira des sessions de formation aux finalistes dans leur catégorie respective, selon un communiqué.

Ces ateliers ont pour but de donner aux finalistes une base d'information nécessaire pour leur développement aux niveaux de la chanson, de la musique et de la scène,

des informations qui leur seront utiles tout au long de leur carrière. On veut aussi mieux préparer les finalistes pour le Gala qui aura lieu le 2 juin prochain à Charlottetown.

Selon le coordonnateur du Gala de la chanson de l'Î.-P.-É., Marcel Belliveau, trois artistes-pédagogues sont confirmés pour animer ces ateliers. L'auteur-compositeur-interprète, Robert Léger, sera à l'île les 4 et 5 mai prochains, pour donner des ateliers en écriture de chansons, en composition et arrangements musicaux. Il travaillera avec nos auteurs-compositeurs-interprètes et auteurs-compositeurs. Robert Léger



est un membre du groupe bien connu «Beau Dommage», qui a fait un retour au disque et à la scène ces dernières années.

Catherine Pinard, professeure de voix et artiste de la scène, donnera aux interprètes des cours sur les techniques de voix (l'éveil vocal, tonus et réchauffement). Elle travaillera avec tous les finalistes sur la maîtrise de la scène. Ces ateliers auront lieu

les 17, 18 et 19 mai.

Lina Boudreau, artiste acadienne, chanteuse et choriste bien connue, travaillera avec tous les finalistes sur l'interprétation des chansons. Elle sera aussi présente aux répétitions pour s'assurer de la bonne exécution et du bon placement des voix. Lina sera chez-nous les 25 et 26 mai ainsi que les 1^{er} et 2 juin.

Pour les finalistes de la catégorie duo ou groupe, les formateurs restent à être confirmés.

Le direction musicale et les membres de l'orchestre du Gala ainsi que nos artistes invités seront annoncés prochainement. ★

La Semaine de la relève fait des gagnants



Des gagnants ont été tirés au sort dans chacune des classes du secondaire, à l'École Évangéline, ayant pris part au concours de la Semaine de la relève. De gauche à droite on voit Brian Poirier et Shawnda Doucette de la 9^e année, Sally Gallant de la 10^e année, Ryan Arsenault de la 11^e année et Jeffrey Gallant de la 12^e année (ces deux derniers font partie de l'équipe Midget A MacNeil's Ultramar, qui a connu une saison exceptionnelle). Mme Claudette MacNeill, directrice du Conseil coop, est absente de la photo. Les gagnants ont gagné chacun un t-shirt portant le logo de la Semaine de la relève, gracieuseté du Conseil coop.

(J.L.) La Semaine de la relève, qui avait lieu cette année du 24 au 30 mars, a été créée pour sensibiliser les jeunes à vivre l'expérience de la coopération et celles qui y sont déjà engagées.

L'objectif principal de la Semaine de la relève est de rassembler les jeunes qui ont le goût de se donner ensemble des moyens d'agir. Elle vise à les mobiliser pour découvrir la force qui émane de la mise en commun, du travail d'équipe, de l'entraide et de la solidarité.

Le thème de cette deuxième édition de la Semaine de la relève était : Pour réussir autrement, choisis la coopération!

À l'Île-du-Prince-Édouard et plus particulièrement dans la région Évangéline, c'est un thème qu'on met en pratique chaque jour. Le Conseil de la coopération de l'île-du-Prince-Édouard a coordonné la tenue d'un concours dans les écoles, afin d'inciter les jeunes à participer à cette Semaine de la relève.

Le concours était axé sur la participation. Pour y participer,

les étudiants devaient remplir un formulaire, et le déposer dans une boîte. Des tirages ont été faits dans les classes de 9^e, 10^e, 11^e et 12^e année, à l'école Évangéline. C'est principalement au sein des institutions d'enseignement de niveaux secondaire, collégial et universitaire que les jeunes sont invités à prendre part à la Semaine de la relève. Cette semaine est une initiative de la Fondation d'éducation à la coopération, et de la Fédération des coopératives québécoises en milieu scolaire. ★

Les liens 'entre Québécois et Franco-Canadiens sont plus profonds **qu'on** le pense

Ottawa (APF) : La **prochaine** fois que l'envie vous prendra de maudire les Québécois, pensez-y à deux fois : ils sont nombreux, très nombreux à vivre parmi vous!

Une toute récente étude du ministère du Patrimoine canadien portant sur les liens qui unissent entre elles les communautés francophones du pays, indique que pas moins de 20 pour cent des francophones qui vivent dans des communautés à l'extérieur du Québec, sont en fait des Québécois de naissance!

Cette proportion grimpe même à 36 pour cent en Colombie-Britannique, 35 pour cent à Terre-Neuve, et 25 pour cent en Alberta et en Ontario. Au Yukon et dans les Territoires, 45 et 48 pour cent des francophones sont originaires du Québec. À l'inverse, les Québécois d'origine représentent 10 pour cent ou moins de la population francophone à l'Île-du-Prince-Édouard, au Nouveau-Brunswick, au Manitoba et en Saskatchewan.

Les liens de parenté entre Québécois et «hors Québec» sont donc nombreux. En 1992 par exemple, 648 000 Québécois ont donné comme principale raison de leurs voyages en Ontario, la visite de parents et d'amis. Dans les provinces de l'Atlantique, le nombre de visiteurs québécois s'élevait à **91 000**.

Il y a aussi le travail qui incite les Québécois à traverser la frontière. En 1991, ils étaient 26 230 à travailler dans une autre province canadienne. Par ailleurs, 28 555 francophones des autres provinces faisaient partie de la main-d'oeuvre québécoise. Cet échange de main-d'oeuvre francophone se faisait donc au profit du Québec.

Go home?

Sauf durant la période 1931-1941, les francophones ont toujours été plus nombreux à quitter le Québec pour s'établir ailleurs au pays, que l'inverse. Mais le vent vient de tourner. Pour la première fois de l'histoire, le Québec a reçu plus de francophones qu'il n'en a perdus entre 1986 et 1991.

Durant cette période de cinq ans, 36 990 Franco-Québécois ont quitté le Québec pour une autre province, alors que 42 440 ont décidé de prendre le chemin inverse et de s'établir au Québec. La Colombie-Britannique et, dans une moindre mesure, Terre-Neuve, sont les seules provinces à ne pas avoir vu leur population francophone diminuer au profit du Québec. Il en est de même pour le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest. Le deux auteurs de l'étude, René Guindon et Pierre Poulin, n'avancent aucune explication pour ce nouveau phénomène.

À titre de comparaison, le Québec a affiché une perte nette de 18 000 francophones au profit des autres provinces entre 1976 et 1981 et de 12 000 entre 1931 et 1986.

De nombreux échanges

Bien avant que le gouvernement du Québec ne lance une politique officielle à l'endroit des communautés francophones et acadiennes, les francophones de partout au pays ont tissé des liens et créé des réseaux d'échanges au fil des ans. Les contacts avec le Québec sont donc nombreux.

À tous les jours, les francophones du reste du pays achètent 10,000 copies de journaux du Québec et le magazine «L'actualité» a un

tirage de 20,000 exemplaires à l'extérieur du Québec.

À l'inverse, 20 pour cent du chiffre d'affaires des petites maisons d'éditions francophones de Moncton, Sudbury, Ottawa, Winnipeg et Regina, proviennent de ventes effectuées au Québec. Les auteurs de l'étude vont même jusqu'à prédire que la littérature canadienne-française est en voie de se tailler une place dans la littérature de langue française au Canada; au même titre que la littérature québécoise.

Il existe aussi des échanges de nature économique entre les Québécois et les francophones de l'extérieur du Québec. Par exemple, les fédérations de caisses populaires de l'Ontario, du Nouveau-Brunswick et du

Manitoba entretiennent d'étroites relations avec le mouvement Desjardins au Québec.

La présence francophone à l'extérieur du Québec permet aussi à des entrepreneurs québécois de prendre de l'expansion. Ainsi, on compte 24 pharmacies Jean Coutu au Nouveau-Brunswick et en Ontario, qui sont surtout situées dans des milieux à forte concentration francophone.

Le phénomène existe aussi dans l'enseignement. En 1991, on comptait dans les différentes provinces 820 enseignants originaires du Québec. À l'inverse, 565 enseignants francophones qui exerçaient leur métier au Québec provenaient des autres provinces canadiennes. ★



Sur le bout de la langue

Fini de Reér, v'là les impôts

Par Annie BOURRET (A PF)

Avec la fin de la saison des REÉR et le début de celle des impôts, j'ai décidé d'investir dans des questions sémantiques pour cette chronique. Commençons par la distinction qui s'impose : en quoi les taxes et les impôts différent-ils ?

Les impôts sont perçus par un gouvernement, en fonction des ressources des particuliers, et financent les charges publiques. Autrefois, on payait ses impôts en nature, comme l'atteste le sens historique des corvées, voire celui du service militaire que l'auteur Balzac dénonçait comme l'impôt du sang. Les taxes sont des impôts indirects. Il peut s'agir de prélèvements effectués par les gouvernements fédéral (TPS) ou provinciaux (taxe de vente), ou de sommes payées par les bénéficiaires d'un service public (taxes scolaires, taxes municipales).

Les termes relatifs aux impôts justifient quelques remarques. Préférez, par exemple, les expressions «**déclaration de revenus**» et «**déclaration d'impôts**» à **rapport d'impôts**. (Regardez le

titre du formulaire rédigé en français.) Si c'est plutôt le montant à payer (ou qui vous est dû) qui vous préoccupe, retenez qu'il s'agit d'un **solde** et non d'une balance. Au sens de solde, l'anglicisme balance est un anglicisme solidement implanté en fiscalité et en comptabilité.

Qu'on ne me taxe surtout pas d'être obsédée, mais je ne peux m'empêcher d'employer REÉR, TPS et SERT comme illustrations du phénomène de la siglaison en français. Les sigles servent à abrégé des notions représentées par plusieurs mots, **en** reprenant grosso modo la première lettre des mots importants. La TPS (**GST**, en anglais) se décompose de la façon suivante : taxe sur les produits et services. Les abris fiscaux que sont les REÉR sont des régimes enregistrés d'épargne-retraite. Le gouvernement fédéral a mis sur pied le système électronique de renseignements par téléphone (SERT).

Si l'indifférence sonore entre TPS et SERT vous a frappé, vous n'aurez pas de difficulté à vous rappeler de la distinction de sens

entre les acronymes et les sigles. En français, les acronymes désignent un sigle spécial, qui peut se prononcer comme un mot (SERT, MODEM, RADAR). TPS, dont on énonce les lettres une à une, correspond à la définition générale, du sigle, tout comme le CRTC, par exemple. Tout acronyme est nécessairement un sigle, mais l'inverse n'est pas vrai (contrairement à l'anglais **acronym**).

L'abréviation REÉR est à mi-chemin entre l'acronyme et le sigle. En effet, REÉR se prononce /ré-ère/ ou /rire/ (de là mon titre). Il s'agit d'une prononciation adaptée. Avec sa grande fréquence d'emploi, imaginez si on disait Ire-ère/, comme il se doit. Voilà qui resterait en travers de tout gosier francophone!

Un dernier mot, sur la faute de déductible. Les polices d'assurances comportent des **franchises d'un** certain montant à déboursier. N'en déduisez pas que **déductible** est toujours fautif. Dans la formule les **dons sont déductibles d'impôt**, l'adjectif est **parfaitement acceptable**.

faites parvenir vos commentaires en «Cybérie», à bouret@vcn.bc.ca ★

Les Étoiles du Carrefour, des chorégraphies pleines de vie et d'éclat

Pur Jacinthe **LAFORÉST**

Les Étoiles du Carrefour, ce sont huit jeunes filles, âgées de 10 à 15 ans, qui sont réunies par l'amour de la danse traditionnelle.

Leur professeure, chorégraphe et gérante est Dorothy Arsenault-Ross, native de la région Évangéline et qui vit maintenant à Alexandra, avec sa famille.

Les Étoiles du Carrefour ont été vues sur de nombreuses scènes, et non les plus petites, au cours des derniers mois. Par exemple, elles ont donné une performance remarquée dans le cadre des **East Coast Music Awards**. «On a dansé trois fois, à l'aéroport, pour souhaiter la bienvenue aux artistes venus d'ailleurs. Les filles ont vu Ashley MacIssac et il a signé des autographes pour elles» se rappelle Mme Arsenault-Ross. On se souvient aussi du numéro plein d'énergie présenté lors du «4 à 8» (jam acadien) au **CP Hotel**, toujours dans le cadre des **East Coast Music Awards**.

Plus récemment, on les a vues sur la scène du Centre des arts de la Confédération, à titre de bénévoles, dans le cadre du téléthon des timbres de Pâques. «On était là l'année passée aussi, mais j'avais juste quatre filles dans mon groupe. Cette année, j'en ai huit».

C'est Dorothy elle-même qui fait les chorégraphies pour les huit danseuses. «J'aime à mélanger les styles, et j'aime les danses acadiennes. Le style acadien, pour moi, c'est du **step dance** et

c'est vite».

Il faut avoir vu les huit filles danser ensemble pour comprendre l'effet d'entraînement que le groupe produit sur le public. Le synchronisme des pas est très important et selon Dorothy, n'est pas si difficile à maintenir. «La musique les tient ensemble», dit-elle.

La prochaine représentation publique des Étoiles du Carrefour sera le 20 avril, à l'occasion de la **Pinch Penny Fair**, au Centre des arts de la Confédération.

Plus tard, au début du mois de juin, la quasi-totalité des élèves de Dorothy Arsenault-Ross (elle en a 20 en tout) participera au Festival de gigue de Kensington, dans différentes catégories. «La plus jeune a 5 ans seulement», précise-t-elle.

Dorothy a commencé à enseigner la danse il y a quelques années seulement, dans le cadre des activités parascolaires, au Carrefour de l'Isle-Saint-Jean et à l'École François-Buote.

«J'aime cela. Mes enfants prennent des cours aussi et je veux donner à d'autres ce que la danse m'a donné».

Dorothy Arsenault-Ross formait avec ses deux sœurs, Norma Arsenault et Marie MacLellan, le groupe connu sous le nom de **Arsenault Sisters**. «En 1964 ou en 1968, on avait participé au **Don Messer Show**», se rappelle-t-elle. «Cela fait 30 ans qu'on danse ensemble. La danse nous a toujours tenues proches les unes des autres. On doit beaucoup à la danse», dit-elle.



Les Étoiles du Carrefour est une troupe de danse traditionnelle de huit jeunes filles, âgées de 10 à 15 ans. Elles ont participé aux **East Coast Music Awards**, notamment à l'événement «**jamacadien**» du vendredi soir, où cette photo a été prise. On peut reconnaître (à gauche) Marie-Lyne Belliveau et Christine Allain. Au second rang (à droite), on peut voir Nathalie Arsenault, Geneviève Morin et Dorothy Ross. ★



Sur cette photo, on voit Dorothy Arsenault-Ross, qui est la chorégraphe et gérante du groupe Les Étoiles du Carrefour. Elle est entourée de ses deux sœurs, Marie Arsenault-MacLellan et Norma Arsenault (à gauche). Elles dansent ensemble depuis 30 ans.

Histoire de journaux

Le premier journal publié au Canada était le **Halifax Gazette**. La première édition portait la date du 23 mars 1752. Le deuxième journal au Canada a paru à Saint-Jean, au Nouveau-Brunswick en 1783. Ensuite, en 1787 on a eu le premier journal à l'Île-du-Prince-Édouard à Charlottetown. C'est le premier journal au Canada à l'Île-du-Prince-Édouard par un entrepreneur venu de Boston. Six années plus tard on pouvait lire le **Upper Canada Gazette** de Niagara (1793). Dans l'Ouest du pays, le **Victoria Gazette and Anglo-American** en était le premier journal. Ensuite, durant la même année, a paru le **British-Colonist**.

Les premiers journaux français au Canada comprenaient La Gazette du Québec (1764) et La Gazette du Commerce et Littéraire (1778). Ce dernier fut après connu du nom de **Montreal Gazette** et existe encore aujourd'hui. C'est le journal quotidien anglophone de Montréal.

Quelques journaux des 18^e et

19^e siècles étaient publiés en français et en anglais. Les journaux français ne pouvaient pas se fier à l'aide des gouvernements. Cela voulait dire une survivance difficile et même impossible.

L'idée d'une presse libre et critique n'existait pas avant le gouvernement responsable vers le milieu du 19^e siècle. À ses débuts, le **Halifax Gazette** n'était pas plus grand qu'une demi-page de cahier ordinaire. Il pouvait parfois contenir quatre pages. Pour survivre, les premiers journaux devaient se contenter des affaires du gouvernement. Les statuts, les lois, les ordres, les proclamations et autres documents officiels devaient soutenir ces premières éditions.

Une nouvelle ère était arrivée. Les journaux commençaient à se faire reconnaître comme critiques du gouvernement. Ils étaient ainsi devenus des moules d'opinions publiques ainsi que des champions de la vérité. ★

J. Théophile Arsenault

Des pièges à éviter : la réussite scolaire ou l'illusion de la réussite?

La réussite scolaire est un but qu'on voudrait tous atteindre. Tous les parents voudraient que leur enfant réussisse à l'école. On considère que le succès scolaire est un présage du succès que l'enfant une fois devenu adulte, connaîtra dans sa vie.

La Commission scolaire de langue française (CSLF) de l'Île-du-Prince-Édouard a entrepris de se doter d'une stratégie pour atteindre la réussite scolaire et de ce fait, tient présentement des consultations afin de déterminer ce qu'est la réussite scolaire. Ensuite, dans une autre étape, on élaborera les moyens et les actions à prendre pour arriver à cette destination idéale, la réussite scolaire.

Je n'ai pas été surprise de voir que la réussite scolaire soit aussi intimement liée à l'estime de soi. Le succès en général aide à développer l'estime de soi. J'imagine qu'il y a plusieurs définitions de l'estime de soi. Pour moi, s'estimer, c'est de connaître ses capacités, et c'est avoir confiance dans ces capacités : capacités de résoudre des problèmes, d'acquérir de nouvelles connaissances, capacités de se faire des amis, etc.

L'ennemi no 1 de l'estime de soi est la comparaison. On apprend qu'on ne peut comparer des pommes à des oranges, et vice-versa. Pourtant, dès leur naissance, les enfants sont comparés entre eux, ou comparés dans leur développement par rapport à ce qu'il y a dans le livre. Chaque personne est différente et possède des capacités différentes, qui ont, chacune, un potentiel différent. Il faut être capable de vivre avec cette réalité.

Je m'inquiète pourtant un peu de constater que les intervenants scolaires

associent ce point l'estime de soi à la réussite scolaire et je vois-là un piège à éviter. Éviter d'abaisser nos standards d'éducation, pour que nos enfants connaissent l'illusion de la réussite scolaire, et obtiennent de meilleures notes, afin de mousser leur estime d'eux-mêmes.

Comment explique-t-on que partout au Canada, au monde, les jeunes ont de la difficulté à écrire et à lire et même à comprendre le contenu de ce qu'ils lisent. Est-ce parce qu'il y a déjà plusieurs années, l'on a adopté une méthode d'enseignement où l'enfant apprend plus vite et fait des progrès plus rapidement, pour favoriser son estime de lui-même? Ou est-ce parce que le cerveau humain a atteint son plein potentiel de développement et qu'il est en train de régresser, beaucoup plus rapidement qu'il ne s'est développé?

La deuxième option est impossible, c'est évident. Je ne suis pas prête à dire que la première hypothèse est la seule responsable du phénomène mais je pense qu'en général, on commet l'erreur de croire que nos enfants sont moins intelligents qu'ils le sont réellement. Ce faisant, on diminue leur estime d'eux-mêmes en leur montrant qu'on ne fait pas confiance à leurs capacités d'apprendre. Par peur de leur faire connaître l'échec, on ne leur demande plus rien.

Je ne dis pas cela pour qu'on arrête tout net les consultations sur la réussite scolaire. Au contraire. Une commission scolaire devrait savoir ce qu'on attend d'elle. Par contre, je pense qu'il y a des pièges à éviter. ★

Jacinthe Laforest

Dianne Gallant, secrétaire au Centre de services régional Évangéline

Par Jacinthe **LAFORÉST**

Lorsqu'on entre au Centre de services régional Évangéline, à Wellington, la première personne que l'on aperçoit est Dianne Gallant. Fidèle au poste depuis 12 ans, elle achemine les appels, accueille les clients et les dirige vers les personnes qu'ils veulent voir ou le service dont ils ont besoin.

Le Centre de services régional Évangéline est un lieu où sont concentrés et centralisés, pour la plupart, de nombreux services du gouvernement provincial, ainsi que quelques services du gouvernement fédéral.

On y trouve notamment le bureau local du député Robert Maddix, qui est à votre service les lundis et le bureau de Donald DesRoches du ministère de l'Éducation qui travaille les mardis et jeudis à Wellington. On retrouve également le bureau du directeur Amand Arsenault et ceux de Roland Richard, agent de conservation pour le ministère des Ressources naturelles; de Edgar Arsenault, agent touristique pour le ministère du Développement économique et



Dianne Gallant est la secrétaire-réceptionniste au Centre de services régional Évangéline. Bonjour!

du Tourisme; de Julie Savoie, orthophonistebilingue; de Théodore Thériault, coordonnateur des Jeux de l'Acadie; et jusqu'à tout récemment, celui de Lucie Arsenault. Cette dernière va travailler à partir

du Centre de santé à Wellington, en tant que directrice du Centre de santé communautaire.

Toujours au niveau de la province, c'est en passant par Dianne Gallant qu'on rejoint le Secrétariat des

affaires francophones.

«C'est important pour nous qui vivons dans la région Évangéline, d'avoir accès aux services et aux programmes du gouvernement provincial, même si on est éloignés de la capitale» mentionne Dianne Gallant. «On veut essayer d'offrir tous les services possibles sous un même toit, pour que nos clients n'aient pas à courir partout, pour trouver de l'aide».

Dans le cadre de son travail, elle s'assure que le centre ait une quantité suffisante de brochures et dépliants, de formulaires pour les employeurs et employés, les entrepreneurs, etc.

«On a beaucoup de gens qui entrent ici et qui ne savent pas exactement ce qu'ils cherchent. Je les aide à trouver, et dans bien des cas, je peux leur donner des numéros de téléphone et des noms de personnes à appeler, qui pourront les aider».

Prochainement, les étudiants et les jeunes adultes vont commencer à venir remplir leurs formulaires pour obtenir des emplois d'été, par l'entremise du programme de la province Jobs For Youth. «Une fois

que les formulaires sont remplis, on les code et on les transfère dans l'ordinateur. Les informations sont transmises à la «banque d'emplois», et cela donne de meilleures chances à nos jeunes d'avoir des emplois pour l'été».

Chaque fois que le téléphone sonne, Dianne Gallant y répond de sa voix polie et aimable. Pendant qu'elle parle, elle s'assure d'inscrire sur une grille d'appel à qui l'appel s'adresse. «On aime à tenir des statistiques sur le nombre d'appels reçus et sur les services qui sont le plus souvent demandés». C'est pour nous aider à savoir ce dont les gens ont le plus besoin comme services».

C'est aussi, en partie pour cette raison que prochainement, le Centre de services régional fera circuler, par le biais du bulletin communautaire, un petit questionnaire-sondage, dans lequel on pose des questions sur la qualité du service. «Il y aura une boîte placée à l'entrée ici, où les gens pourront déposer leur questionnaire. Nous, on ne verra pas les réponses. Les formulaires seront envoyés directement à Charlottetown», précise Dianne. ★

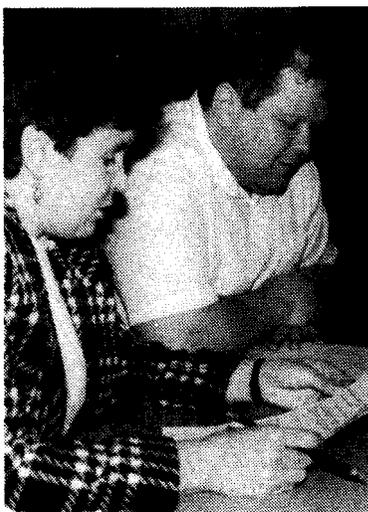
L'estime de soi serait la clé de la réussite Scolaire

Par Jacinthe **LAFOREST**

Les participants à la première, session de consultation sur la réussite scolaire croient que l'estime de soi est intimement liée à l'idée de la réussite scolaire.

«La réussite scolaire fait partie de l'estime de soi, chez un élève» dit Maria Bernard, participante à un atelier. Mme Bernard enseigne présentement à des adultes, dans un programme où chacun avance à son propre rythme. «L'important c'est que la personne, jeune ou adulte, avance et apprenne chaque jour».

Pour Méлина Gallant du ministère de l'Éducation, «il faut arrêter d'enseigner en pensant que le programme est plus important que l'enfant».



Participant aux discussions. on voit Edgar Arsenault, président de la Commission scolaire de langue française, et Colette Arsenault, aide-enseignante.

L'important selon elle, n'est pas qu'on ait atteint telle page du livre au temps prescrit par le programme. L'important c'est que l'élève ait fait des progrès. «L'estime de soi de l'élève s'en ressent dès qu'il commence à se sentir stupide. À partir de ce moment-là, tu le perds et il devient de plus en plus difficile de lui enseigner quelque chose».

Estime de soi peut aussi signifier avoir **confiance** en son jugement, et dans ses capacités de raisonner et de prendre des décisions. Et selon Edgar Arsenault, qui est parent de trois enfants et président de la Commission scolaire de langue française (CSLF), la capacité de se débrouiller, de faire des choix, de prendre des décisions, de faire des analyses de situations et d'agir en conséquence, sont autant d'habiletés que l'élève doit avoir en lui, lorsqu'il obtient son diplôme de 12^e année.

La débrouillardise est aussi une des valeurs que Gloria Gallant veut voir chez les jeunes, de même que «des objectifs dans la vie et des intérêts dans la vie».

Dans plusieurs ateliers, les participants ont reconnu la valeur des activités parascolaires, que l'on dit «indispensables à une vie scolaire riche et valorisante». Elles sont une bonne façon de valoriser les jeunes, dans d'autres domaines que l'académique et contribuer ainsi à construire **une** bonne estime de soi, basée sur la confiance dans ses capacités **réelles** dans des domaines sportifs, culturels, d'organisation, de leadership ou autres.

Dans les domaines académiques,



Participant aux discussions sur la réussite scolaire, on voit Monic Gallant, employée de la Fédération des parents, Réginald Maddix,, membre du conseil scolaire, Gisèle Gal/ant-Bernard, directrice générale de Jeunesse Acadienne (JA), André Labonté et Gilles Gallant, respectivement président et vice-président de JA, Méлина Gallant du ministère de l'Éducation, Marie Bernard, parent et Maria Bernard, enseignante de carrière.

il faut que l'élève sache bien lire, bien écrire, bien comprendre et bien parler le français, à sa sortie de la 12^e année. «Depuis que je suis sur le marché du travail, je m'en rends compte. C'est un handicap de ne pas savoir communiquer clairement et surtout, de ne pas savoir écrire» lance Edgar Arsenault. Se faisant l'avocat du diable, M. Arsenault a cependant ajouté : «Selon moi, un élève qui ne sait pas compter va quand même survivre dans la vie, avec une calculatrice». Cette affirmation a suscité beaucoup de réactions dans l'atelier où il se trouvait. On lui a **répondu** rapidement que les mathématiques développaient chez le jeune les capacités d'analyse, de raisonnement et

de recherche de solutions qu'il valorisait, un instant plus tôt.

Dans l'un des ateliers, on a dit que le défi lorsqu'on veut **atteindre** la réussite scolaire, c'est de faire en sorte que ladite réussite scolaire soit valorisée, **parmi** les élèves, signifiant qu'elle ne l'est pas.

La réussite scolaire n'est pas tout dans la vie. L'échec fait aussi partie de l'apprentissage et il faut que l'élève soit aussi capable de tirer des leçons et des connaissances de ses échecs.

La valorisation de la langue française. une attitude positive face au français, donner la fierté de connaître et de chercher les mots justes pour dire ce qu'on veut dire, tout cela relève du défi.

Il faut que le français soit valorisé à tous les niveaux. Dans un atelier, on a dit que cela ne sert à rien de vanter les mérites du français aux élèves, si les décideurs en milieu scolaire se virent de bord et offrent de la formation en anglais à leur personnel, parce que «la formation en français coûte trop cher».

Soulignons que la session de consultation sur la réussite scolaire qui devait avoir lieu à l'École **François-Buote** mercredi dernier a été reportée à ce mercredi, le 10 avril, en raison de la mauvaise température. Cette session est ouverte au public autant qu'aux intervenants du domaine scolaire ou parascolaire. Tous sont les bienvenus. ★

La Semaine provinciale de la francophonie s'étend au secteur privé

Cette année marque le cinquième anniversaire de la Semaine provinciale de la francophonie. La Société Saint-Thomas-d'Aquin, responsable cette année de la coordination du volet communautaire, est heureuse de voir de nouveaux partenaires s'ajouter aux célébrations de la Semaine, notamment des entreprises du secteur privé.

A différentes reprises pendant la semaine, plusieurs restaurants offriront des repas pour l'occasion, rendant hommage à la francophonie. D'abord, l'hôtel **CP Prince Edward** prépare un brunch spécial lors de la journée de l'ouverture officielle de la Semaine, soit le dimanche 14 avril 1996 de 10 h 30 à 14 h 30. Au menu, le petit déjeuner à la québécoise, le dîner selon la tradition acadienne et le dessert à la louisianaise et à la française! Évangéline et Garbiel seront de la

partie afin d'accueillir les gens et les encourager à participer aux autres activités de la Semaine. Il y a aussi des musiciens qui, par leur musique et leurs chants, donneront le goût aux gens de fêter et de se rendre à la Journée au **coeur de l'Acadie** qui se déroulera à quelques pas de là au Centre des arts de la Confédération de midi à 18 h. D'ailleurs, c'est là qu'aura lieu à 14 h la cérémonie d'ouverture officielle de la semaine suivie d'un spectacle avec le groupe Barachois.

Le mercredi midi, ce sera le tour de l'Institut de tourisme et d'hôtellerie de l'Atlantique et des élèves de première année de l'Institut culinaire de faire honneur à la cuisine acadienne en offrant «Un p'tit goût acadien» avec un pâtre à la viande à la mode acadienne, une salade, un dessert et un breuvage, le tout pour 6,95 \$. Ce sera

une occasion pour les gens qui travaillent non loin de Slemon Park de se regrouper pour aller déguster un bon repas à la mode acadienne.

Enfin, pour bien clôturer la Semaine provinciale de la francophonie, quoi de mieux qu'un souper à la chandelle? C'est l'activité que le **Loyalist Country Inn** vous offre de 17 h à 22 h le samedi 20 avril 1996. Le chef vous propose un dessert à base de sirop d'érable, faisant ainsi suite à l'activité **Une journée familiale à la cabane à sucre** qui aura lieu au Centre J.-Henri-Blanchard pendant la journée. Vous aurez l'occasion de dîner en tête-à-tête, votre table éclairée à la chandelle, en dégustant de bons plats, le tout pour 29,95 \$ pour deux personnes!

Voilà des activités qui sauront répondre aux goûts des plus fins gourmets, qui seront aussi des occasions où l'on pourra mettre

en valeur certains aspects de la francophonie à l'Île. En effet, deux des objectifs de la Semaine provinciale de la francophonie sont d'encourager le rapprochement des deux communautés linguistiques et de sensibiliser tous les Insulaires au fait français à l'île. Les organisateurs pensent que ces activités encadrent bien ces objectifs.

Pour la première fois cette année, les magasins alimentaires Coop de la région Évangéline offrent des spéciaux en magasins, en hommage à la Semaine. Il s'agit de produits qui sont souvent utilisés par les Acadiens pour préparer de bons mets typiquement acadiens. Les bons coopérateurs que sont les Acadiens apprécieront certes ces aubaines!

Pour de plus amples renseignements sur ces activités, veuillez communiquer avec Réjeanne Arsenault au 854-7250. ★

L'hiver a-t-il été dur sur nos sols?

Lés réflexions d'un chercheur sur l'état de la terre à l'île

Par Jacinthe **LAFORÉST**

On a eu un bel hiver. Presque pas de neige, pas trop de **grands** froids. On a même eu des redoux assez brusques, particulièrement celui de la mi-février, qui a suscité des inquiétudes parmi les personnes qui étudient l'érosion des sols.

Linnel Edward du ministère de l'Agriculture et Agroalimentaire Canada est l'une de ces personnes.

«Au mois de février, à cause de la fonte rapide des neiges et du dégel du sol, j'ai vraiment cru qu'on aurait une année record pour l'érosion du sol. Mais depuis ce temps, je pense que peut-être ce sera à peu près comme les autres années» explique le scientifique.

Il explique son changement d'opinion par le fait que depuis février, le climat s'est stabilisé, il n'y a pas eu beaucoup de précipitations, ni de tieige ni de pluie, en tout cas, pas en quantité suffisante pour causer une érosion anormale de la partie vivante du sol. Même les précipitations de la semaine dernière ne seront pas suffisantes pour nuire au sol.

L'idéal, c'est lorsque la fonte de la neige et du sol se font graduellement. Le sol en dégelant accueille l'eau de la fonte des neiges et conserve ainsi ses **matières** organiques.

Chaque printemps, l'eau de la fonte des neiges entraîne dans son écoulement une partie du sol. C'est normal. Par contre, lorsqu'il y a dégel rapide et simultané de la neige et du sol, l'eau emporte dans son sillage une plus grande quantité de **matière** organique du sol, ce qui représente



Comme l'indique Linnel Edwards, scientifique pour le ministère de l'Agriculture et Agroalimentaire Canada, à Charlottetown, la plupart des fermiers à l'île labourent leur terre dans le sens de la pente, ce qui n'est pas indiqué pour combattre l'érosion.

un danger pour l'agriculture.

La partie du sol dont on parle **mesure** de 15 à 30 centimètres d'épaisseur, selon les endroits. Chaque année, l'érosion par l'eau et par le vent cause la perte d'une épaisseur de 2 cm de ce sol, **riche** en matières organiques, indispensables à l'agriculture. C'est aussi la partie du sol qui a la capacité de retenir l'eau des pluies.

Il faut 20 ans à Dame Nature pour **fabriquer** 0,1 cm de ce sol fertile. C'est tout dire.

«La première chose qui s'en va avec l'érosion, c'est la capacité du sol de retenir les eaux de pluie» indique M. Edwards. Il explique qu'en général, cela ne cause pas d'énormes problèmes pour les agriculteurs, car il pleut suffisamment à l'île, pour compenser et qu'on a toujours recours aux engrais chimiques.

Par contre, les années de sécheresse, les récoltes plantées dans des champs dénudés de leurs propriétés d'absorption sont particulièrement vulnérables. «Beaucoup d'agriculteurs se tournent vers l'irrigation, pour maintenir le rendement. Les grosses compagnies comme Cavendish ou **MacCain** encouragent les agriculteurs à acheter et à installer des systèmes d'irrigation, mais **selon** moi, on peut se débrouiller pour passer à travers les années sèches, sans pertes de rendement sérieuses, en gérant mieux la terre» dit M. Edwards, qui parle français.

Parmi les solutions qu'il préconise, M. Edwards parle d'un labourage dont les sillons seraient perpendiculaires à la pente (ou à angle droit avec celle-ci). En effet, les sillons creusés dans le sens de la

pente sont autant de canaux de drainage, qui entraînent l'eau, et le sol qu'elle contient, jusqu'à atteindre éventuellement une marre ou un cours d'eau.

À l'opposé, les sillons réalisés dans l'autre sens sont autant de **petits** barrages qui retiennent l'eau. Évident n'est-ce pas? Si l'on en croit le chercheur d'Agriculture Canada, en poste à **Charlottetown**, la majorité des agriculteurs de l'île labourent dans le «mauvais sens».

D'autres moyens pour prévenir l'érosion incluent un semis de blé d'hiver, après la récolte principale. Par contre, le semis doit être fait assez tôt à l'automne, pour avoir le temps de germer et de pousser, avant le gel. Sinon, on peut mettre un paillis de paille ou de foin.

«Naturellement, cela coûte plus cher aux agriculteurs». L'obligation de rentabiliser les terres est essentiellement ce qui empêche les agriculteurs de cultiver la terre selon le principe de la rotation des cultures, un concept qui a pourtant fait **ses** preuves.

«Il y a beaucoup de bénéfices à faire la rotation des cultures, **surtout** dans les champs de patates. On devrait cultiver les patates une année, puis du blé, ensuite **du** foin, et de nouveau des patates». M. **Edwards** avance l'idée que ces cultures peuvent être elles aussi rentables. «Il faut changer l'attitude des agriculteurs. A mon avis, il y a beaucoup d'information pour **remédier** à la situation mais les agriculteurs sont motivés par le profit, avant tout».

Selon Linnel Edwards, la culture de la pomme de terre est très destructrice, surtout lorsqu'on ne prend pas de précautions. ★